

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/189

G/SCM/W/196

24 novembre 1995

(95-3764)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET
REGLLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT
ISLANDAIS¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET
DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 novembre 1995.

1. La notification de l'Islande contient le texte des articles 115 à 119 de la Loi douanière n° 55/1987 et du Règlement n° 351/1994. L'Islande indique en outre que cette législation fait l'objet d'un réexamen au vu des dispositions en la matière des Accords de l'OMC. Il semblerait que certaines dispositions de la législation islandaise ne soient pas conformes à celles de l'Accord antidumping de l'OMC et que de nombreuses dispositions dudit accord ne soient pas repris dans la législation islandaise.

Questions:

- a) Quel est le statut juridique de l'Accord antidumping de l'OMC en Islande? A-t-il force de loi? Si une disposition de la législation nationale est en contradiction avec l'Accord, quel est le texte qui prévaut?
 - b) Les autorités antidumping sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord antidumping au cours d'une procédure antidumping ou de se référer à cet accord, par exemple pour interpréter la législation nationale?
 - c) Quel est le calendrier prévu pour l'examen et la mise en oeuvre de la nouvelle législation?
 - d) Comme l'Islande assurera-t-elle le respect des dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC avant que ses lois ne soient rendues totalement conformes à cet accord?
2. Question: Quelles procédures l'Islande a-t-elle mises en place en matière de révision judiciaire pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?

¹G/ADP/N/1/ISL/1-G/SCM/N/1/ISL/1.

3. Question: Quelles sont la politique et la législation de l'Islande en ce qui concerne la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?
4. L'article 39 du Règlement n° 351/1994 dispose que des droits antidumping pourront être imposés sur des produits introduits dans le commerce de l'Islande après avoir été montés ou produits dans ce pays sous réserve que certaines conditions soient remplies.

Questions:

- a) Ces "droits antidumping" prévus par l'article 39 sont-ils des droits de douane ou des taxes intérieures?
- b) Une enquête complète, conformément aux procédures établies dans l'Accord antidumping de l'OMC, doit-elle être effectuée pour les pièces utilisées dans le montage en Islande et la preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité doit-elle être faite avant que des droits antidumping puissent être imposés? Comment l'Islande concilie-t-elle cette disposition avec ses obligations au titre de l'Accord antidumping de l'OMC?
- c) L'Islande prévoit-elle de modifier ou d'abroger cet article compte tenu de ses obligations au titre de l'Accord antidumping de l'OMC?